

Les crises sans issue, ça n'existe pas

dimanche 3 mai 2009, par [GILARDI Paolo](#) (Date de rédaction antérieure : 9 avril 2009).

Commencée comme crise financière, la crise est devenue économique et planétaire. Et tout indique qu'elle est appelée à s'approfondir.

D'après la banque mondiale, avant la fin de l'année, 100 millions d'humains viendront rejoindre le milliard de personnes qui vivent déjà dans un état de grande pauvreté. Selon le Bureau international du travail, le nombre de chômeurs dans les pays de l'OCDE -les plus riches- augmentera en 2009 de quelques 38 millions.

Ces prévisions s'expliquent. Il y a d'abord, la contraction du crédit. Les banques ne se prêtent plus entre elles ; les investissements chutent faute de liquidités et des Etats, à l'image de l'Islande, se retrouvent au bord de la banqueroute.

Cette crise fait suite à celles des économies asiatiques et russe de la fin des années 90 et à la faillite de l'Argentine en 2001. Ces crises avaient pu être contenues grâce à l'essor des économies émergentes. Mondialisation oblige, la Chine, l'Inde et la Russie qui dopaient par leur croissance le commerce mondial, revoient à la baisse leurs pronostics pour l'année 2009.

Ce n'est pas sur elles que l'économie mondiale pourra compter. Et ce n'est pas non plus un capitalisme « vert » qui assurera une sortie de crise rapide. Ne serait-ce que pour passer d'un capitalisme fondé sur la production de gaz à effet de serre comme celui qui existe réellement à un capitalisme réorienté vers « l'environnement » il faudra des investissements massifs pour des infrastructures, et ce sans espoir de profits élevés à court terme. Une perspective que la restriction du crédit et la logique du profit interdisent.

Cette crise va se poursuivre. Certes, les gouvernements prendront des mesures. Mais outre celles, qui coûtent si peu, qui restreignent les rémunérations des managers, leurs effets restent, en dépit des coûts impressionnants des plans de relance, fort limités.

Ainsi, le plan de relance des Etats-Unis coûte l'équivalent de 5% de toutes les richesses produites dans ce pays ; d'après les estimations officielles il ne contiendra toutefois le chômage en 2010 que d'un peu plus de 1%...

En Suisse, les plans de relance et l'aide à UBS n'entraveront pas la croissance du chômage. Le Département fédéral de l'économie publique s'attend à ce que le nombre de chômeurs passe des 100'000 actuels à 200'000. En parallèle, la crise sera utilisée pour exiger la baisse des impôts des banques et des grandes entreprises réduisant ainsi les rentrées fiscales et, partant, les prestations sociales.

L'approfondissement de la crise n'aura pas les mêmes effets pour tous : d'aucuns vont continuer, grâce aux déductions fiscales et à la manne des plans de relance, à voir la vie en rose tandis que la grande majorité, celles et ceux qui n'ont que leur salaire -et parfois même pas- pour vivre, connaîtront de nouveaux sacrifices.

Mais les crises ne durent pas *ad aeternam*. Du côté des capitalistes, c'est à coups de faillites, de rachats et de destruction de capitaux qu'une réorganisation des marchés s'organise. Et aussi

d'attaques contre les salaires, contre l'emploi, contre les retraites. C'est leur manière de chercher une issue la crise.

Et c'est pourquoi, d'en bas, il faut construire des alternatives, en s'organisant sur les lieux de travail comme dans la rue, pour refuser par la grève, par les manifestations, par l'organisation des luttes, l'issue à la crise qu'ils nous promettent.

C'est ça, défendre le droit pour toutes et tous de travailler, d'avoir un toit, une retraite, d'avoir accès à une nourriture saine et abondante, à l'éducation, à la culture. Des droits jamais acquis sous le capitalisme et qui exigent qu'on dépossède les patrons et les actionnaires de leur droit de décider de nos vies.

Car si les crises sans issue ça n'existe pas, ce sont les nôtres, d'issues, qu'il faut imposer. Pour ne pas devoir subir les leurs...

P.-S.

* Paru dans l'Anticapitaliste (Suisse) du 9 avril 2009.